



APPEL

Montreuil, le 18 juin 2024

RETRAITÉ·E·S CHEMINOT·E·S, UNI·E·S ET MOBILISÉ·E·S, POUR LE PROGRÈS SOCIAL ! CONTRE L'EXTRÊME DROITE !

L'extrême droite, avec le Rassemblement National, est aux portes du pouvoir. C'est dramatiquement historique ! La dernière fois, c'était en 1940 avec Pétain et le gouvernement de Vichy.

Face à la menace, faisons vivre l'esprit de résistance qui a toujours animé nos luttes !

Rappelons que l'extrême droite a toujours été au service du capital au détriment de l'intérêt général, des travailleurs, des retraités, des jeunes, des précaires...

L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE MENACÉ

Le Rassemblement National a, dans son engagement de programme, l'augmentation du pouvoir d'achat, mais par une baisse des cotisations sociales (donc une baisse du salaire socialisé) qui conduit à un assèchement des financements de la Sécurité sociale. Comme le patronat, l'extrême droite a toujours été contre les avancées obtenues par le programme du Conseil National de la Résistance. Ils ont voté contre la revalorisation du SMIC et contre l'indexation des salaires sur les prix. Ils ont voté contre le gel des loyers, contre la revalorisation des salaires des personnels de santé, comme ils se sont opposés au Parlement européen à un revenu minimum européen.

Le RN prétend défendre les services publics, mais au niveau de l'Europe, ses élus n'ont pas voté contre le marché européen de l'électricité qui a conduit à la hausse des tarifs en France. **Dans les régions, ils ne s'opposent pas à la concurrence du ferroviaire !**

Discret lors du conflit contre la réforme des retraites, pourtant rejetée par plus de 70 % de la population, le RN laisse entendre qu'il ne reviendra pas dessus. Il propose une retraite basée sur des assurances complémentaires privées et des fonds de pension selon le modèle américain, c'est-à-dire pour ceux qui le pourront. Les autres auront le choix entre travailler jusqu'à la mort ou finir leur vie dans l'extrême pauvreté. **Ils ont d'ailleurs voté contre la revalorisation des retraites en lien avec l'inflation !**

Pour combattre le collectivisme, l'extrême droite prône l'individualisme, la concurrence à tous les niveaux et toutes les divisions ; Français contre étrangers, jeunes contre vieux, privés d'emploi contre salariés, salariés du privé contre ceux du public, pour mieux occulter la lutte des classes, et ainsi servir les politiques néolibérales.



La CGT n'est pas responsable de cette montée de l'extrême droite. Mais elle a le devoir de constituer, avec ses syndiqués, un rempart à toutes les remises en cause de la démocratie et des libertés ! Nous devons combattre avec force les idéologies que le RN diffuse avec la même énergie que nous nous battons pour défendre nos conquises sociales et en gagner d'autres.

Un « Nouveau Front Populaire » s'est constitué. Si la CGT n'en est pas une composante et si leur programme n'est pas le cahier revendicatif de la CGT, il ouvre une perspective et une alternative aux politiques d'extrême droite et néolibérales. D'où la nécessité de se mobiliser, agir en portant avec force nos revendications, car seule la lutte permettra les avancées sociales que nous revendiquons.

L'UFR CGT appelle les retraité·e·s cheminot·e·s et leurs ayants droit à se rassembler, à se mobiliser dans la rue et dans les urnes pour gagner sur nos revendications :

- Augmentation immédiate des pensions et retraites de 10 %, indexation des pensions sur l'évolution des salaires pour aller vers un alignement du minimum de pension sur le SMIC brut à 2000 € revendiqué par la CGT.
- Des moyens pour la santé et l'hôpital public sur l'ensemble du territoire. Nous réaffirmons que le droit à la santé et aux soins passe par l'accès au cabinet médicaux SNCF, dont nous demandons le maintien et la réouverture pour ceux qui ont été fermés.
- La reconquête des services publics de proximité permettant un égal accès à tous.
- Une Sécurité sociale intégrale et solidaire financée par les cotisations sociales.
- L'extension du régime spécial des cheminots à statut à l'ensemble des salariés de la branche du ferroviaire ainsi que l'élévation des prestations.
- L'abandon du processus de mise en place d'une complémentaire santé obligatoire pour l'ensemble des cheminots actifs statutaires.
- La pérennisation de nos facilités de circulation et la gratuité totale dans tous les trains circulant sur le réseau national.

ON N'ESSAIE PAS L'EXTRÊME DROITE ! ON LA COMBAT !

Nous appelons les retraité·e·s cheminot·e·s et leurs ayants droit à participer à toutes les initiatives de mobilisations et à voter les 30 juin et 7 juillet 2024 pour une alternative sociale et progressiste.

